

Le « New York Times » invente le coup d'État militaire « démocratique » et « non-violent »

(<http://www.voltairenet.org/article12431.html>)

19 septembre 2006

« Les généraux ont déclaré que c'était un coup d'État militaire pro-démocratie, et bien qu'ils aient renversé un des Premier ministre les plus populaires de l'histoire de la Thaïlande, la plupart des commentateurs ici s'accordent, ce mercredi, pour approuver [ce point de vue] »¹ indique le correspondant à Bangkok du *New York Times* dans son édition du 21 septembre 2006².

A l'attention des lecteurs que la notion de « *coup d'État militaire pro-démocratie* » (sic) laisse dubitatifs, le quotidien des élites américanistes poursuit en indiquant qu'il s'agissait d'un « *coup d'État non-violent* » (re-sic), les putschistes n'ayant pas eu à faire usage de leurs armes car le Premier ministre était en déplacement à l'étranger et que ses partisans n'habitent pas les beaux quartiers de la capitale.

Il n'échappera à personne que le *New York Times*, comme les élites de Bangkok, éprouve une certaine antipathie pour le Premier ministre renversé, Thaksin Shinawatra, qui a réalisé les plus ambitieuses réformes sociales jamais accomplies dans le royaume et dispose d'un soutien populaire massif. Le journal admet cet héritage (programmes de développement des villages ruraux, annulation du surendettement privé, création d'un service de santé à bas prix) qu'il qualifie avec dégoût de « *mesures populistes* » (sic) (et non de « *mesures populaires* »).

Le *New York Times*, qui s'était déjà félicité du coup d'État aux Philippines, précise sa pensée : « Avec ce coup d'État, la Thaïlande devient un État du Sud-Est asiatique de plus qui réinterprète la démocratie en des termes non-démocratiques, y compris en manipulant ou en suspendant le processus constitutionnel pour atteindre des objectifs politiques [démocratiques] »³.

La leçon est complète. Pour la classe dirigeante états-unienne, la démocratie n'a pas grand chose à voir avec le gouvernement du peuple par le peuple, mais avec l'usage de tous les moyens possibles pour atteindre un régime qui serve les intérêts des États-Unis.

De son côté, le département d'État des États-Unis a condamné le recours au coup d'État militaire pour résoudre la crise politique thaïlandaise. Il a appelé à un « *retour du pouvoir aux civils* » (sic), ce qui signifie que Washington approuverait la désignation par les militaires d'un nouveau gouvernement en lieu et place de celui élu par le peuple... Cela tombe bien, c'est précisément l'intention du général Sonthi Boonyaratglin.

Note : Ce document n'engage que son auteur et en rien le site Internet *Lutte de classe*.

¹ « The generals billed it as a pro-democracy military coup, and although they had ousted one of the most popular prime ministers in Thailand's history, most commentators here tended to agree on Wednesday ».

² « Thailand Reinterprets the Rules of Democracy, Again », *The New York Times*, 21 septembre 2006.

³ « But with the coup, Thailand became one more Southeast Asian nation that has reinterpreted democracy in undemocratic terms, either manipulating or sidestepping constitutional processes to achieve political ends. »